



International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

La lutte du peuple argentin est aussi la nôtre !

Les organisations européennes membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, réunies à Milan du 2 au 4 février 2024, saluent la lutte du peuple argentin et la détermination des organisations syndicales qui organisent la riposte au gouvernement réactionnaire de Milei. Celui-ci prévoit des mesures économiques, répondant aux ordres du Fonds monétaire international : ces décisions politiques entraînent des conséquences tragiques pour le peuple, pour les travailleurs et travailleuses de ce pays.

C'est dans ce contexte que le gouvernement veut aussi restreindre le droit démocratique de manifestation. Il le fait au mépris même de la Constitution du pays. Le texte initial du gouvernement assimile les manifestations publiques à des délits. Il autorise ainsi les forces de sécurité à réprimer toute protestation, à mener des activités de renseignement sur les organisations sociales, à saisir des véhicules et à punir des personnes et des associations pour l'exercice d'un droit fondamental. Il s'agit en fait d'une déclaration d'une sorte d'état de siège sans aucune des conditions prévues par la Constitution nationale. Rappelons que le président, la vice-président et des ministres du nouveau gouvernement ont publiquement nié les crimes de la dictature militaire qui a sévit en Argentine de 1976 à 1983 (assassinats, torture et arrestations en masse, suppression des libertés publiques, etc.)

La politique de Milei témoigne de la nature profonde de l'extrême-droite, un danger mortel pour le monde du travail, pour les services publics et pour l'environnement, et un mépris des principes démocratiques les plus élémentaires.

Stop aux mesures économiques barbares : le peuple argentin ne doit pas payer les fastes de la minorité capitaliste qui détruit la planète.

Stop aux décisions liberticides du gouvernement argentin !

Stop à la négation des crimes de la dictature militaire !